

Les crédits

professions qui soient utiles, des professions qui puissent améliorer la qualité de la vie des Canadiens.

Je voudrais faire remarquer à mon honorable collègue que cette politique nationale que les ministre des Sciences et de la Technologie ont adoptée, est de demander à l'industrie de coopérer beaucoup plus et de former des jeunes qui soient capables de répondre aux besoins de l'industrie.

Ce qu'on a remarqué, madame la Présidente, c'est que les étudiants vont naturellement vers des disciplines de sciences sociales, des disciplines de sciences humaines, ils vont plus facilement vers la médecine que vers les sciences. Par contre, on s'est aperçu que dans les autres pays, ce qui fait qu'ils ont parfois un avantage sur notre propre pays, c'est justement, madame la Présidente, à cause du fait que les gens vont beaucoup plus dans des disciplines de sciences.

Je voudrais donc demander à monsieur le député de York-Nord ce qu'il peut alléguer pour appuyer ses affirmations à l'effet que nous nous désintéressons de la recherche universitaire, alors que dans les faits, les faits parlent d'eux mêmes?

[Traduction]

La présidente suppléante (Mme Champagne): Je pense que la députée souhaitait poser une question au député de York-Nord (M. Bevilacqua).

M. Bevilacqua: Ce qui m'ennuie vraiment à propos de la question et des commentaires de la députée, madame la Présidente, c'est qu'ils portent en fait sur un domaine particulier. Cependant, je pense que mon exposé portait sur les idées, les méthodes et les conceptions en matière d'éducation comme moyen d'édifier une nation.

La députée a déclaré que certains autres pays mettent l'accent sur une politique en matière d'éducation. Ce qui importe le plus, à mon avis, c'est que les étudiants aient la liberté de choisir exactement ce qu'ils veulent faire. Pour répondre au député, si c'est bien la direction que le gouvernement veut prendre, alors pourquoi, par exemple, n'avons-nous pas rien vu ni entendu du parti ministériel au sujet d'un programme national d'apprentissage? Comme vous le savez, aux dernières élections, le Parti libéral du Canada a répété partout au Canada qu'il nous

fallait un programme national d'apprentissage. Nous sommes donc du même avis.

Il faut aujourd'hui parler de certaines questions et des mesures concrètes que nous avons prises mais la réalité est que le gouvernement est obnubilé par le déficit. Ce qui le préoccupe réellement, c'est qu'il est à court de solutions et d'idées pour régler le problème du déficit. La vérité, comme je le disais tantôt, c'est qu'on réduit encore une fois les paiements de transfert aux provinces. On les réduit, je le répète, de presque 1,6 milliard dans le domaine de l'éducation. Nous ne pouvons, comme gouvernement, nous attribuer le mérite d'une petite partie du programme, mais par ailleurs laisser certaines personnes en plan et leur refuser l'accès à l'enseignement postsecondaire. Comme peuple et comme gouvernement, nous avons une obligation morale envers les étudiants et les jeunes. Il faut considérer l'enseignement postsecondaire comme un droit et non comme un privilège. C'est un droit des citoyens. Nous devons, comme pays, y consacrer nos ressources pour accomplir notre vision du Canada.

• (1530)

L'hon. Gerry Weiner (secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)): Madame la Présidente, c'est avec plaisir que je saisis cette occasion de parler de l'engagement du gouvernement à l'égard de l'enseignement postsecondaire et de l'alphabétisation. C'est la première fois que je prends la parole à la Chambre durant la présente session et j'en profite pour évoquer en toute sérénité la journée du 21 novembre et les objectifs fixés par le premier ministre (M. Mulroney) ce soir-là, son désir de continuer à bâtir une société généreuse, sa vision de l'avenir et la voie vers le XXI^e siècle. Je tiens aussi à dire combien je suis heureux de représenter les habitants de Pierrefonds—Dollard, circonscription qui englobe Sainte-Geneviève, Île-Bizard, Dollard-des-Ormeaux, Pierrefonds et Roxboro, région appelée la rive nord du West Island. En outre, je voudrais dire combien je suis heureux de travailler au nom et au sein du gouvernement pour restaurer et renforcer l'égalité et la justice sociale.

Oui, il y a eu compression. Oui, nous avons partagé le fardeau. Oui, nous avons cru que nous ne pouvions continuer à transmettre les dettes aux générations futures et que nous devons agir dès maintenant. Toutefois, nous avons un programme important à notre disposition—et quelque 450 millions de dollars à affecter aux programmes d'égalité et de justice sociale touchant